



Sochaux, le 21 octobre 2013

Dong-Feng et l'Etat français au capital de PSA ?

Suite aux informations parues dans la presse sur un éventuel rapprochement entre PSA et Dong Feng avec une participation de l'Etat français, les salariés s'interrogent :

- A) Pourquoi la famille Peugeot cherche-t-elle un nouvel actionnaire pour PSA ?
- B) Une alliance avec Dong Feng : ça change quoi ?
- C) La participation de l'Etat : pourquoi faire ?

Un nouvel actionnaire pour PSA ? Pourquoi ?

1) Le coût d'une globalisation à marche forcée

PDG de PSA depuis 2009, M. Varin a choisi une politique de globalisation à marche forcée :

- Augmentation de 50 % des capacités de production en Amérique Latine
- Construction d'une mine en Russie
- Programme d'expansion en Chine avec le passage de 2 mines à ... 6 ! La troisième mine a été inaugurée en juillet 2013, la 4^{ème} en septembre et 2 projets sont encore sous le corde.

Même si PSA dispose d'une trésorerie de 10 milliards €, M. Varin a eu les yeux plus grands que le ventre et il faudra plusieurs années pour que cette stratégie coûteuse soit profitable.

2) Effet de ciseaux

M. Varin pensait financer sa stratégie de mondialisation par les marges dégagées en Europe. Or les politiques d'austérité menées sous l'égide de Bruxelles ont plombé les ventes. L'activité de PSA en Europe ne suffit plus pour financer son développement international.

3) Gaspiillage des bénéfices précédents

Les 6 milliards de bénéfices réalisés au cours des 12 années précédentes ont été gaspillés dans les versements de dividendes et des opérations de rachats/annulation d'actions au seul profit des actionnaires, comme l'ont souligné les rapports Sartorius et Secafi.

Les sociétés financières de famille Peugeot (FFP, Peugeot Frères, SAPAR), principales bénéficiaires de ces opérations, ont fait le choix, de placer cet argent dans une kyrielle de sociétés (autoroutes SANEF, nettoyage ONET, maisons de retraite ORPEA, château de Bordeaux Garstad, fonds suisse d'investissements DKSH ...).

4) La famille Peugeot refuse d'assumer les conséquences de sa politique

Dans son plan B présenté en décembre 2012, la CGT a notamment proposé une augmentation de capital de 1,5 milliard € à la charge des sociétés financières de la famille Peugeot. Mais la famille Peugeot refuse de réinjecter dans l'entreprise les fonds qui seraient nécessaires pour financer la stratégie choisie.

5) Des frais financiers exponentiels

Sanctionné par les agences de notations, PSA a dû se tourner vers les marchés financiers par le biais d'emprunts obligataires au taux prohibitif de 7,4 %. Les spéculateurs se régilent sans risque, à l'abri de la garantie apportée sans contrepartie par le gouvernement.

Aujourd'hui, ce qui coûte cher, ce n'est pas le travail, c'est le capital !

La famille Peugeot recherche donc des partenaires qui seraient d'accord pour miser avec elle aujourd'hui, pour se partager les profits demain. C'est la conséquence directe de sa politique et de son refus d'en assumer elle-même les conséquences.

Une alliance entre PSA et Dong-Feng, ça change quoi ?

L'opération capitalistique envisagée par la famille Peugeot prend sa place dans le grand Monopoly en cours au sein de l'industrie automobile mondiale, qui s'est accéléré avec la crise économique.

Depuis une décennie, on a assisté

- à des mariages (Fiat et Chrysler, Renault, Nissan et Dacia, PSA et GM, l'an dernier).
- et à des séparations (Daimler-Chrysler a revendu en 2004 sa participation dans Mitsubishi, GM a tenté de vendre OPEL, le mariage prévu en 2010 entre PSA et Mitsubishi a été annulé au dernier moment).

Au gré des opportunités, les grandes firmes multinationales sont tantôt alliées, tantôt rivales pour tenter d'élargir leurs possibilités de profit.

Dans la dernière période, les salariés de PSA ont pu constater que la présence majoritaire d'actionnaires français ne représentait une garantie ni pour l'emploi local ni pour leurs acquis sociaux.

Mais, ils s'interrogent avec raison sur la pertinence d'un rapprochement avec Dong-Feng qui viendrait s'ajouter à celui opéré l'année dernière avec GM, et sur les conséquences d'un mariage à 3.

Pour la CGT, ce qui importe ce n'est pas le pays d'origine du nouveau conjoint, mais quels sont les projets d'une telle union et quelles en seront les conséquences sociales.

Sur ce point, la direction PSA garde un mutisme absolu mais l'on peut sans risque pronostiquer que le nouvel attelage, s'il voit le jour, continuera d'appliquer les dogmes qui considèrent que les travailleurs, leurs emplois et leurs salaires, ne sont que des coûts à réduire.

La participation de l'Etat au capital de PSA, Pourquoi faire ?

Si la participation de l'Etat a pour objet ou pour résultat de soutenir la politique de PSA en Asie, cela laisse dubitatif. A l'heure où le gouvernement indique qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics, la protection sociale, le développement des territoires, il serait choquant qu'un milliard et ½ soit consacré à l'expansion d'une multinationale privée en Chine.

S'agit-il de promouvoir une autre stratégie ? On peut en douter :

- Nous avons l'expérience de la présence de l'Etat au capital de Renault, qui n'a nullement empêché la casse de l'emploi et la délocalisation de la production.
- L'Etat a déjà apporté sa garantie à PSA pour 7 milliards € sans réclamer en échange la moindre contrepartie en matière d'emploi dans nos régions.
- L'Etat est déjà représenté au Conseil de Surveillance de PSA, en la personne de M. Gallois. On ne peut pas dire que cela ait modifié d'un iota la politique menée.

- ✓ A l'heure où M. Varin soustrait et délocalise la fabrication des amortisseurs et des boîtes de vitesses automatiques à double embrayage, avec des conséquences importantes sur l'emploi à Sochaux et Valenciennes,
- ✓ à l'heure où il annonce la délocalisation des prochains véhicules de segments B (futurs C3 et 208) qui pénalisera fortement les sites de Poissy et Mulhouse,
- ⊖ l'intervention de l'Etat peut-elle se résumer à venir au secours des actionnaires sans la moindre contrepartie en matière de développement de l'emploi dans nos régions ?

Sochaux, le 21 octobre 2013